



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPECIALE n° 10 du 9 mars 2007

Le recueil peut être consulté :

➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 12 mars 2007

SOMMAIRE

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES | 117 |
| PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE..... | 117 |
| DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTErielles..... | 117 |
| Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières..... | 117 |
| Arrêté de délégation de signature du 9 mars 2007 de l'ordonnateur secondaire à M. Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle | 117 |
| SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT | 118 |
| AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE | 118 |
| Arrêté de l'A.R.H. de Lorraine n° 11/07 du 8 février 2007 portant délégation de signature à Mme Karine STEBLER, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse | 118 |
| SERVICE DE NAVIGATION DU NORD-EST..... | 118 |
| Voies navigables de France | 118 |
| Gestion du domaine - Décision du 27 février 2007 portant délégation de signature | 118 |
| CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY | 118 |
| Délégation de signature du 26 février 2007 | 118 |

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Direction du développement durable et des politiques interministérielles**Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières***Arrêté de délégation de signature du 9 mars 2007 de l'ordonnateur secondaire à M. Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;
Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2007 portant code des marchés publics ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 modifiés, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution des budgets des ministères de l'éducation nationale, des transports, de l'urbanisme et du logement, de l'environnement et de la jeunesse et des sports et du 4 janvier 1994 pour l'exécution de la section budgétaire Ville ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 février 2007 portant nomination de Monsieur Michel MARTY en qualité de directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle à compter du 19 février 2007 ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 9 janvier et 20 octobre 2006 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et du représentant du pouvoir adjudicateur, respectivement, à Monsieur le directeur départemental de l'équipement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Les arrêtés préfectoraux susvisés des 9 janvier et 20 octobre 2006 sont annulés.

Délégation de signature de l'ordonnateur secondaire

Art. 2 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de procéder à la liquidation, à l'engagement et au mandatement des dépenses imputées sur les budgets ministériels et programmes suivants :

Budget de l'équipement (code 23)

1) Mission transports

- Programme 203 (Chapitre 0203) Réseau routier national
- Programme 207 (Chapitre 0207) Sécurité routière
- Programme 217 (Chapitre 2217) Conduite et pilotage des politiques d'équipement
- Programme 225 (Chapitre 0225) Transports aériens
- Programme 226 (Chapitre 0226) Transports terrestres et maritimes

2) Mission politique des territoires

- Programme 113 (Chapitre 0113) Aménagement, urbanisme et ingénierie publique
- Programme 222 (Chapitre 0222) Stratégie en matière d'équipement

3) Compte non doté de crédits

- Compte 908 « Opérations industrielles et commerciales des directions régionales et départementales de l'équipement » (Compte de commerce du parc de l'équipement)

Budget de la jeunesse et des sports

Mission sport, jeunesse et vie associative

- Programme 219 (Chapitre 0219) Sport
- Programme 210 (Chapitre 0210) Conduite et pilotage des politiques du sport, de la jeunesse et de la vie associative

Ces deux programmes sont intégrés dans la délégation de signature en tant que de besoin.

Budget de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement (code 36)

Mission ville et logement

- Programme 109 (Chapitre 0109) Aide à l'accès au logement
- Programme 135 (Chapitre 0135) Développement et amélioration de l'offre de logement
- Programme 147 (Chapitre 0147) Equité sociale et territoriale et soutien
- Programme 202 (Chapitre 0202) Rénovation urbaine

Budget de l'écologie (code 37)

Mission écologie et développement durable

- Programme 181 (Chapitre 0181) Prévention des risques et lutte contre les pollutions ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités.

La présente délégation s'étend également au paiement ainsi qu'à toute opération relevant de la compétence de l'ordonnateur secondaire en matière de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs (compte 466-1686).

Art. 3 : Délégation de signature est également donnée au directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

Art. 4 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

Art. 5 : Le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

Art. 6 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès du trésorier-payeur général.

Délégation de signature du représentant du pouvoir adjudicateur

Art. 7 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires visés à l'article 2.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 270 000 € pour les marchés de travaux.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée au directeur départemental de l'équipement pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Art. 8 : Cette délégation ne concerne pas les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres qui restent soumis à ma signature.

Art. 9 : Délégation de signature est également accordée au directeur départemental de l'équipement à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Art. 10 : Le directeur départemental de l'équipement m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € en matière de fournitures et services et à 210 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Art. 11 : En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 2 du présent

arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, le directeur départemental de l'équipement peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, le directeur départemental de l'équipement peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

Art. 12 : Le présent arrêté ne s'applique pas aux marchés mutualisés qui relèvent de ma compétence au niveau des besoins en matière de fournitures de bureau, de fourniture de papiers courants, de fourniture de consommables informatiques et de fourniture d'enveloppes imprimées.

Art. 13 : Le présent arrêté prend effet à compter du 19 février 2007.

Art. 14 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 9 mars 2007

Le préfet,
Claude BALAND

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine

Arrêté de l'A.R.H. de Lorraine n° 11/07 du 8 février 2007 portant délégation de signature à Mme Karine STEBLER, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L6115-3 et l'article R.710-17-2,

Vu la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

Vu la nomination du docteur Antoine PERRIN, au conseil des ministres du 30/08/06, dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

Vu l'arrêté n°3533 du 22 décembre 2004 portant nomination de madame Karine STEBLER dans les fonctions de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meuse,

Vu l'arrêté n°01435 portant nomination de madame Jacqueline ROLLAND, inspectrice principale à la D.D.A.S.S. de la Meuse à compter du 1^{er} mai 2006,

Vu le contrat d'engagement n°01487 du 30 mai 2005 entre le ministère de la santé et des solidarités et monsieur Marc NAVROSKI, engagé à la D.D.A.S.S. de la Meuse pour y exercer des fonctions administratives relevant de la catégorie A, à compter du 1^{er} avril 2005 et pour une durée de trois ans, Vu le contrat d'engagement n°04101218 du 12 juillet 2006 entre le ministère de la santé et des solidarités et monsieur Philippe RIEUX, engagé à la D.D.A.S.S. de la Meuse pour y exercer les fonctions de responsable du service offre de soins, à compter du 16 août 2006 et pour une durée de trois ans,

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à madame Karine STEBLER, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L.6143-4-1^{er} du code de la santé publique, à l'exclusion de celles justifiant :

- la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;

- le déferé au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L.6143-4-2e, L.6145-1 et 4 et L.6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,

- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,

- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L.6161-10 du code de la santé publique,

- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L.6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L.6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R.711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R.711-6-18 du code de la santé publique.

B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L.6145-1 à L.6145-4 du code de la santé publique.

C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :

Les transmissions au ministre chargé de la santé des dossiers relevant du comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R.712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de madame Karine STEBLER, la délégation qui lui est accordée sera exercée par madame Jacqueline ROLLAND, et par monsieur Marc NAVROSKI ou monsieur Philippe RIEUX, en cas d'absence ou d'empêchement de madame Jacqueline ROLLAND.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse et de la Meurthe-et-Moselle.

Art. 4 : Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n°44/06 du 01/09/06.

Nancy, le 8 février 2007

Le directeur de l'agence régionale
de l'hospitalisation de Lorraine,
Antoine PERRIN

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Service de navigation du Nord-Est

Voies navigables de France

Gestion du domaine - Décision du 27 février 2007 portant délégation de signature

Le chef du service de navigation du Nord-Est, directeur interrégional de VNF

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu l'article 124 de la loi de finances n° 90-1168 du 29 décembre 1990, modifié pour l'année 1991,

Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960 modifié, portant statut de Voies Navigables de France, notamment ses articles 14,16, 17 et 27

Vu la délibération du conseil d'administration de VNF dans sa séance du 1^{er} octobre 2003 modifiée en dernier lieu par la délibération du 4 octobre 2006

Vu la délégation de pouvoir en date du 30 octobre 2006, du Directeur Général aux représentants locaux de VNF,

Vu la décision portant délégation de signature du 14 novembre 2006

DECIDE

Art. 1^{er} : Délégation permanente est donnée à M. Michel COURTEAU, Chef de l'arrondissement Développement à l'effet de signer tous les actes ou décisions relatifs aux occupations temporaires, constitutives ou non de droits réels, du domaine géré par VNF portant sur une durée n'excédant pas 18 ans ou une superficie inférieure ou égale à 10 hectares.

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel COURTEAU, délégation de signature est donnée à Mme Michelle LAQUENNAIRE.

Art. 3 : Délégation permanente est donnée à MM. les chefs de subdivision (voir liste jointe), à l'effet de signer tous les actes portant sur l'amarrage des barques.

Art. 4 : La décision portant délégation de signature du 14 novembre 2006 est abrogée.

Art. 5 : La présente décision, sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise du service navigation du Nord-Est.

Nancy, le 27 février 2007

Le directeur interrégional,
Jean-Philippe MORETAU

Liste des chefs de subdivisions prévus à l'article 3 de l'arrêté du 27 février 2007

| NOMS | Fonction |
|--------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| Daniel TABUTIAUX | Responsable subdivision de Pont-à-Mousson et subdivision de Toul par intérim |
| Michel. FURLAN | Responsable subdivision de Charleville et subdivision de Verdun par intérim |
| Jean-François BERNAUER-BUSSIER | Responsable subdivision de Givet |
| Jean-François MORICEAU | Responsable subdivision de Metz |
| Philippe. GOEDERT | Responsable subdivision de Nancy et subdivision d'Épinal par intérim |
| Maurice. HATIER | Responsable subdivision Bar-le-Duc/Void |

Centre hospitalier universitaire de Nancy

Délégation de signature du 26 février 2007

Le directeur général du CHU

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991,

Vu le décret n°92-783 du 6 août 1992,

Vu l'arrêté ministériel en date du 1^{er} février 2004 nommant Monsieur Benoît PERICARD en qualité de directeur général du CHU de Nancy.

Art. 1^{er} : Donne délégation principale à Madame Véronique BOUVIER, directeur adjoint, directeur des affaires médicales, pour signer au nom et place du directeur général, toutes pièces administratives relatives au personnel médical :

- étudiants hospitaliers (médecins, pharmaciens, odontologistes) (y compris affectations)

- internes en médecine, en pharmacie et en odontologie et faisant fonction d'internes (y compris affectations et conventions diverses)

- assistants spécialistes et généralistes (y compris avis et contrats de recrutements et contrats d'engagement d'exercice)
- praticiens attachés et praticiens attachés associés, praticiens contractuels et praticiens adjoints contractuels (y compris les contrats de recrutement et avenants, contrats d'engagement d'exercice)
- professeurs des universités - praticiens hospitaliers (PU-PH), maîtres de conférences des universités - praticiens hospitaliers (MCU-PH), praticiens hospitaliers (PH) et praticiens hospitaliers à titre provisoire, praticiens hospitaliers universitaires (PHU), assistants - chefs de clinique (ACC), assistants hospitaliers universitaires (AHU), pour ce qui concerne les congés, déplacements, ordres de mission, attestations, conventions d'activité extérieure d'intérêt général, contrats d'engagement de service public exclusif et les autorisations de remplacement pour ACC et AHU.

Donne délégation secondaire à Monsieur Mickael HACQUARD, adjoint des cadres hospitaliers, pour signer l'ensemble de ces pièces administratives relatives au personnel médical.

Art. 2 : Donne délégation principale à Madame Véronique BOUVIER pour signer au nom et place du directeur général, les assignations des personnels médicaux, nécessaires à la continuité des soins et à la sécurité des malades, dans le cadre du service minimum.

Donne délégation secondaire à Monsieur Mickael HACQUARD pour signer ces assignations des personnels médicaux.

Art. 3 : Donne délégation principale à Madame Véronique BOUVIER, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la direction des affaires médicales, en termes d'engagement et de liquidation de dépenses.

La suppléance est assurée par Monsieur Christian VUILLEMIN pour les mêmes comptes, dans le cadre de la délégation générale dont il bénéficie. Donne délégation secondaire à Monsieur Mickael HACQUARD pour ces mêmes comptes, en termes d'engagement et de liquidation des dépenses.

Art. 4 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la direction des finances,
- de rendre compte mensuellement à la direction générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Art. 5 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Art. 6 : La présente délégation se substitue à la délégation du 4 décembre 2006 et se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle. Nancy, le 26 février 2007

Le directeur général,
Benoît PERICARD

